



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE



SOMMAIRE

- p.2 Un dynamisme démographique qui s'affaiblit d'année en année
- p.3 Une économie en difficulté orientée vers une activité saisonnière
- p.4 Un maintien de l'emploi
- p.5 Le profil des emplois (DADS 2016)
- p.6 3 offres diffusées sur 5 se répartissent sur 4 domaines professionnels
- p.7 Un recul du potentiel d'emploi
- p.8 La durée des embauches - les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2018
- p.9 Les difficultés de recrutement et les métiers en tension en région
- p.10 Un marché du travail moins fortement dégradé
- p.11 La demande d'emploi des hommes jeunes en baisse - Selon les chiffres de la demande d'emploi de longue durée, l'enlisement au chômage perdure
- p.12-13 Les mutations du marché du travail - Le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi - L'employabilité des demandeurs d'emploi selon le domaine recherché
- p.14 Les mobilités géographiques et professionnelles des demandeurs d'emploi
- p.15 En résumé...
Avertissements et définitions
Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Les chiffres clés du territoire :

- **161 700** habitants au 1^{er} janvier 2018
- **21 400** établissements actifs au 31 décembre 2015
- **50 100** salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2018
- **11 000** offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2017 à juin 2018
- **11.1%** de taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2018
- **17 600** demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^{ème} trimestre 2018, dont 51% des demandeurs d'emploi indemnisés
- **16 600** demandeurs d'emploi inscrits catégories en A, B et C au 2^{ème} trimestre 2018, dont 16% de bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 7% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique qui s'affaiblit d'année en année

Au 1^{er} janvier 2018, le nombre d'habitants du département est proche de 162 000 [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 23 habitants au km² (118 / Km² pour FM⁽¹⁾). Cela reste le département le moins peuplé de la région.

Depuis le recensement 2007-2012, la croissance démographique du département n'est plus stimulée par les écarts entre les naissances et les décès mais par les flux migratoires. Le taux de variation annuel moyen de la population entre 2010 et 2015 est de +0.2%.

Au 1^{er} janvier 2018, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans les Alpes-de-Haute-Provence qu'en France métropolitaine, ils représentent 25% de la population (30% FM).

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2018

	Nombre d'habitants		Poids	
	France	Alpes-de-Haute-Provence	France	Alpes-de-Haute-Provence
Hommes	31 500 300	78 900	48%	49%
Femmes	33 517 800	82 800	52%	51%
- 25 ans	19 329 400	40 300	30%	25%
25-49 ans	20 312 300	43 600	31%	27%
50 ans & +	25 376 400	77 800	39%	48%
Ensemble	65 018 100	161 700	100%	100%

Source: INSEE, Recensement de la population

À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante du département (48%), dont 25% (19% FM) pour les plus de 65 ans. La population des Alpes-de-Haute-Provence reste vieillissante, ce qui s'explique en partie, selon l'INSEE (Atlas régional N°4 - Juin 2016), par la migration de seniors dans les départements Alpains. Le taux de retraité est supérieur à celui de la France (9% vs 7%).

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2015

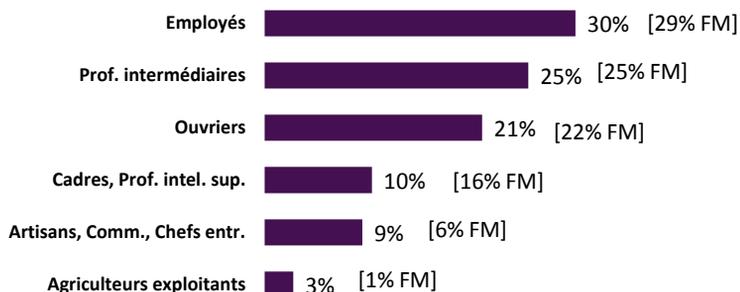
	Nombre d'actifs		Poids	
	France	Alpes-de-Haute-Provence	France	Alpes-de-Haute-Provence
15-24 ans	3 162 700	6 800	11%	10%
25-54 ans	22 494 500	51 400	75%	73%
55-64 ans	4 256 300	11 900	14%	17%
Ensemble	29 913 500	70 200	100%	100%

Source: INSEE, Recensement de la population

Le département est marqué par deux catégories socioprofessionnelles plus présentes que sur le territoire national. Les Artisans commerçants, chefs d'entreprise représentent 9% (6% FM) et les agriculteurs exploitants 3% (1% FM). Les cadres, professions intellectuelles supérieures sont moins présents, 10% (16% FM)[cf. **Graphique 1**]. Cette répartition reste relativement stable entre 2010 et 2015. Les ouvriers perdent un point et les professions intermédiaires en gagnent un.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2015



Source: INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)
- [«Atlas régional – Provence-Alpes-Côte d'Azur parmi les nouvelles régions françaises » \(INSEE N°4 Juin 2016\)](#)

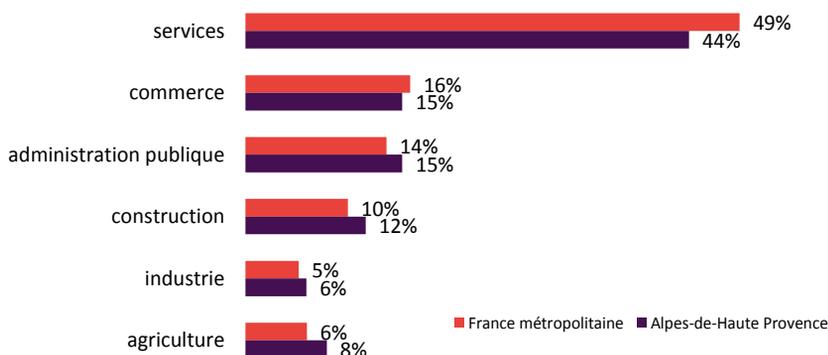
⁽¹⁾ FM = France métropolitaine

Une économie en difficulté orientée vers une activité saisonnière

Fin 2015, 21 400 établissements composent le tissu productif départemental, soit 0,3% de l'ensemble des établissements France Métropolitaine. Ce nombre recule par rapport à fin 2014 (-2%). L'économie départementale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de France métropolitaine (82% contre 71%) [cf. Graphique 2]. Le département est le seul de la région à ne pas connaître de recul entre 2015 et 2016 en terme de fréquentation d'hébergement touristique (INSEE). L'enquête Besoins en Main d'œuvre (BMO) de Pôle emploi confirme la saisonnalité du département avec 57% de projets de recrutements saisonniers, tous métiers confondus et de 87% pour les employés de l'hôtellerie, exprimés par les entreprises en 2018 (35% et 67% respectivement au national).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2015

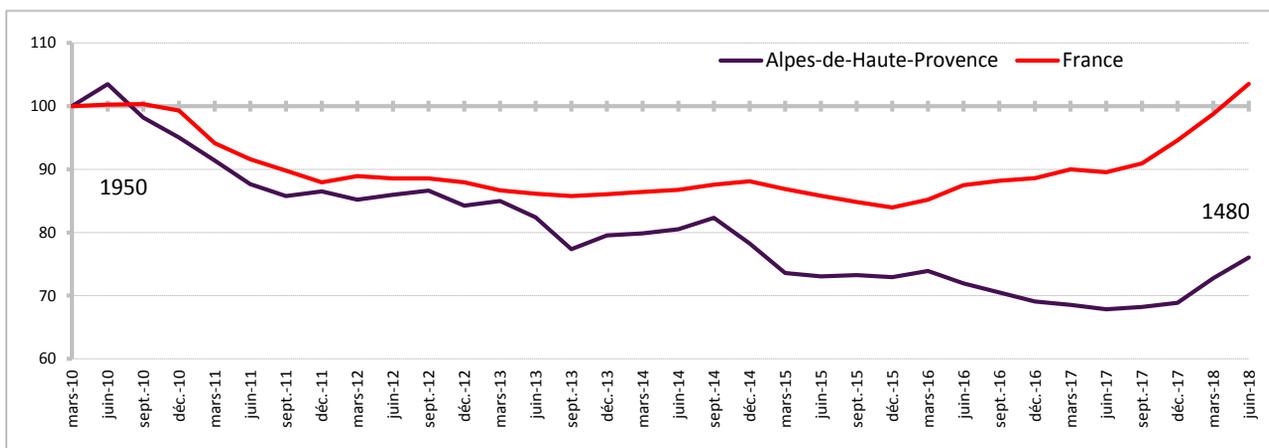


Source: INSEE, Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP)

Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (96% contre 94% FM). Le taux de création d'entreprise est de 11% en 2015 (12% FM). À fin juin 2018, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente de +12% dans les Alpes-de-Haute-Provence (+25% FM) et le volume global de créations d'entreprises rattrape quasiment le niveau de fin 2014. Cette progression découle notamment d'un contexte politique plus lisible avec des projets tel que la loi PACTE [cf. Graphique 3]. Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -16%, (-7% FM), pour s'établir à 130 dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Graphique 3

Évolution du cumul trimestriel des créations d'entreprises - indice base 100 au 31 mars 2010



Source: INSEE, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Un maintien de l'emploi

À fin juin 2018, 50 100 personnes sont salariées dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, que leur employeur soit privé ou public. Au niveau du secteur public, l'INSEE a révélé que 14 000 salariés (dont 200 contrats aidés) travaillaient dans la fonction publique dans le département fin 2011, soit 24% de l'emploi total (20% FM).

Tableau 3

Embauches (nouvelles entrées + reconduction) en contrat aidé, hors contrat de génération

	Cumul de janvier à juin 2018	
	France	Alpes-de-Haute-Provence
Contrats uniques d'insertion	51 900	210
dont non marchand (CAE/PEC)	51 600	210
dont marchand (CIE)	300	0
Contrats d'apprentissage	47 500	110

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 210 embauches en Parcours Emploi Compétentes (PEC) ont été contractées à fin juin 2018 dans les Alpes-de-Haute-Provence [cf. Tableau 3].

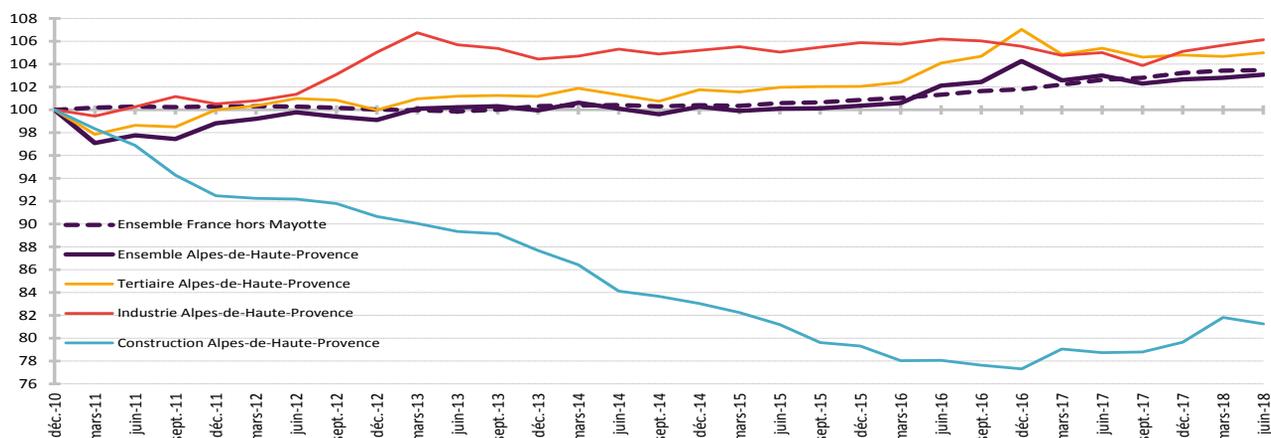
Source: DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, le nombre de salariés stagne de 2013 à fin 2015. Il a connu durant l'année 2016 une progression qui a cessé depuis, telle la courbe de la France métropolitaine. Ce nombre augmente de +0.1% par rapport à fin juin 2017 (+0.8% France Hors Mayotte) [cf. Graphique 4].

Le secteur de la construction a nettement perdu des emplois jusqu'en décembre 2016 pour en récupérer par la suite (+3.2% entre juin 2017 et juin 2018). Par ailleurs, le secteur de l'industrie gagne des postes depuis mi 2017 (+1.1% entre juin 2017 et juin 2018). Le secteur tertiaire, quant à lui, a perdu des emplois (-0.4% entre juin 2017 et juin 2018). Le recours à l'intérim perdure depuis juin 2015 mais a peu progressé cette dernière année (+0.1% entre juin 2017 et juin 2018). Ainsi, sur un an, l'ensemble des secteurs d'activité présente un maintien du nombre de salariés.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2010 = 100)



Source: Estimations d'emploi trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

EN SAVOIR PLUS

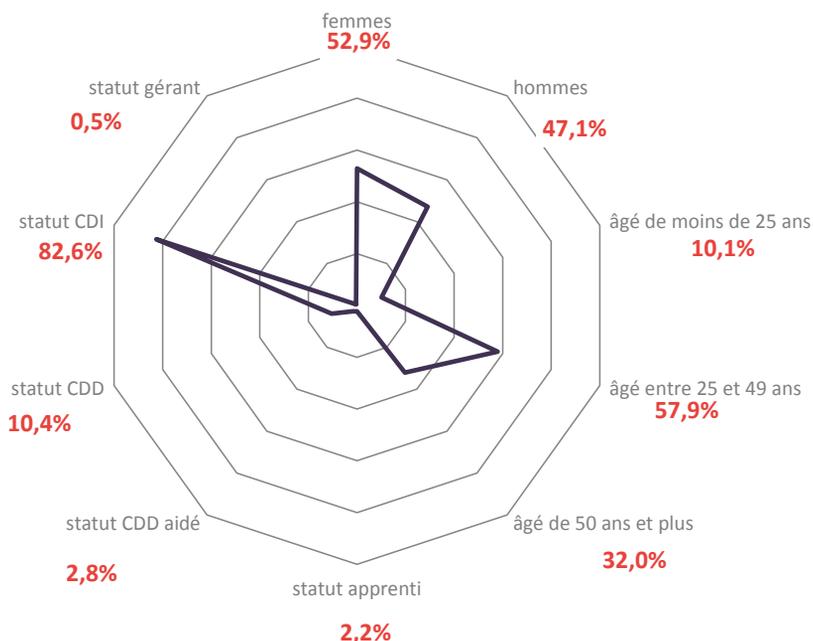
- [Les indicateurs clés de la Direccte Provence Alpes-Côte d'Azur](#)



Le profil des emplois DADS 2016 (Déclaration Annuelle de Données Sociales)

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 34 900 personnes étaient salariées dans les Alpes-de-Haute-Provence, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans, de sexe féminin, en CDI.

39% des femmes travaillent à temps partiel, contre 13% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du département en NACE 700. Viennent ensuite les secteurs de la grande distribution et la fabrication de parfums et d'autres produits chimiques organiques de base [cf. Tableau 5].

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	femmes	hommes	ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 50% et 75%	15%	6%	11%
quotité de travail de 75% et plus	14%	3%	9%
temps plein	61%	87%	73%

Source: DADS

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	5 900	17%
Hypermarchés	1 000	3%
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1 000	3%
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	900	3%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	700	2%
Activités hospitalières	700	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	600	2%
Aide à domicile	600	2%
Restauration traditionnelle	600	2%
Nettoyage courant des bâtiments	600	2%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	34 900	100%

Source: DADS

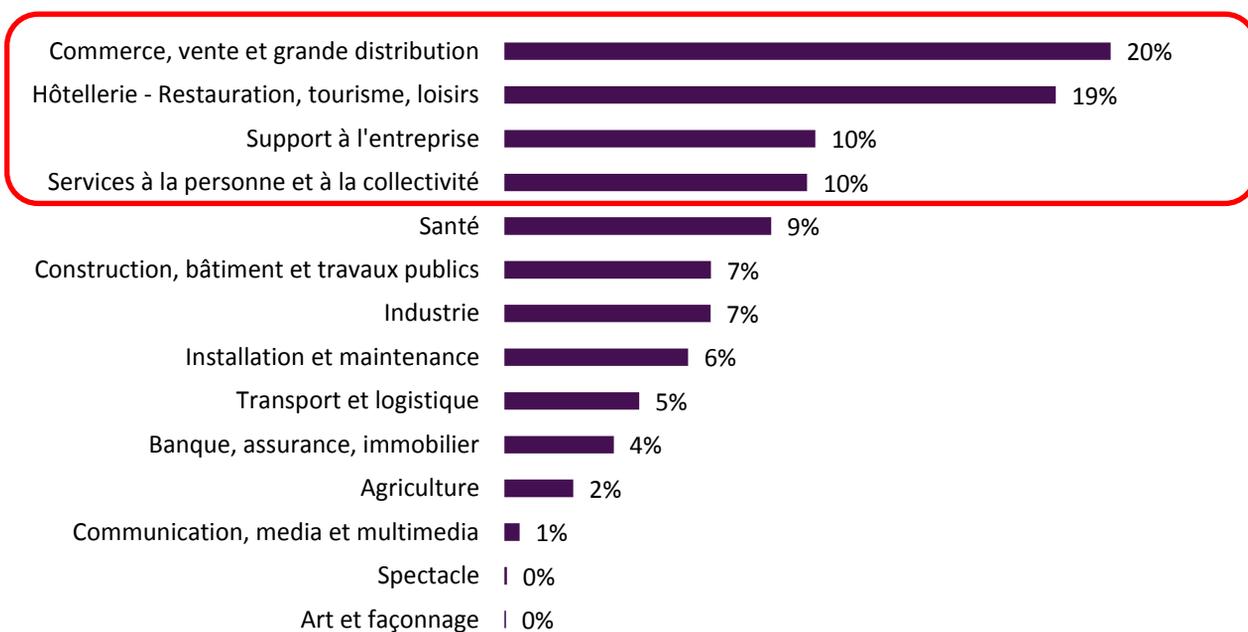
Trois offres d'emploi diffusées sur cinq se répartissent sur quatre domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2017 à juin 2018, 11 000 offres d'emploi nouvelles ont été diffusées sur le site de Pôle emploi dans le département des Alpes-de-Haute-Provence. 50% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 50% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du commerce, de l'Hôtellerie-Restauration, tourisme, loisir, du support à l'entreprise et des services à la personne et à la collectivité enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec respectivement 20%, 19% et 10% chacun. [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2017 à juin 2018



Source: Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées) et ceux recherchés par les demandeurs d'emploi

Classement Offres diffusées (cumul 12 mois glissants)	Volume	Classement DEFM toutes catégories (en moyenne sur 12 mois glissants)	Volume
G1602 Personnel de cuisine	422	M1607 Secrétariat	600
M1203 Comptabilité	349	K1303 Assistance auprès d'enfants	587
D1407 Relation technico-commerciale	319	K1304 Services domestiques	558
J1501 Soins d'hygiène, de confort du patient	288	D1214 Vente en habillement et accessoires de la personne	436
G1803 Service en restauration	283	K2204 Nettoyage de locaux	409

Source: Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes, STMT

NB : Le nombre d'offres diffusées et le nombre de demandeurs d'emploi pour ces 5 métiers représentent respectivement 15% et 14% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Étude sur les 54 métiers en tension structurelle en région \(ORM, Pôle emploi, Direccte, Conseil régional Paca\)](#)



Un recul du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi, à travers les Déclarations Préalables À l'Embauche (DPAE), confirme un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2018, le nombre de déclarations d'embauche sur le premier semestre diminue de -4% sur un an et s'établit à 71 800 unités. En clair, le nombre d'effectifs salariés recensés à la fin du 2^{ème} trimestre 2018 stagne et cette tendance peut être due à la baisse de création nette d'emploi sur la période.

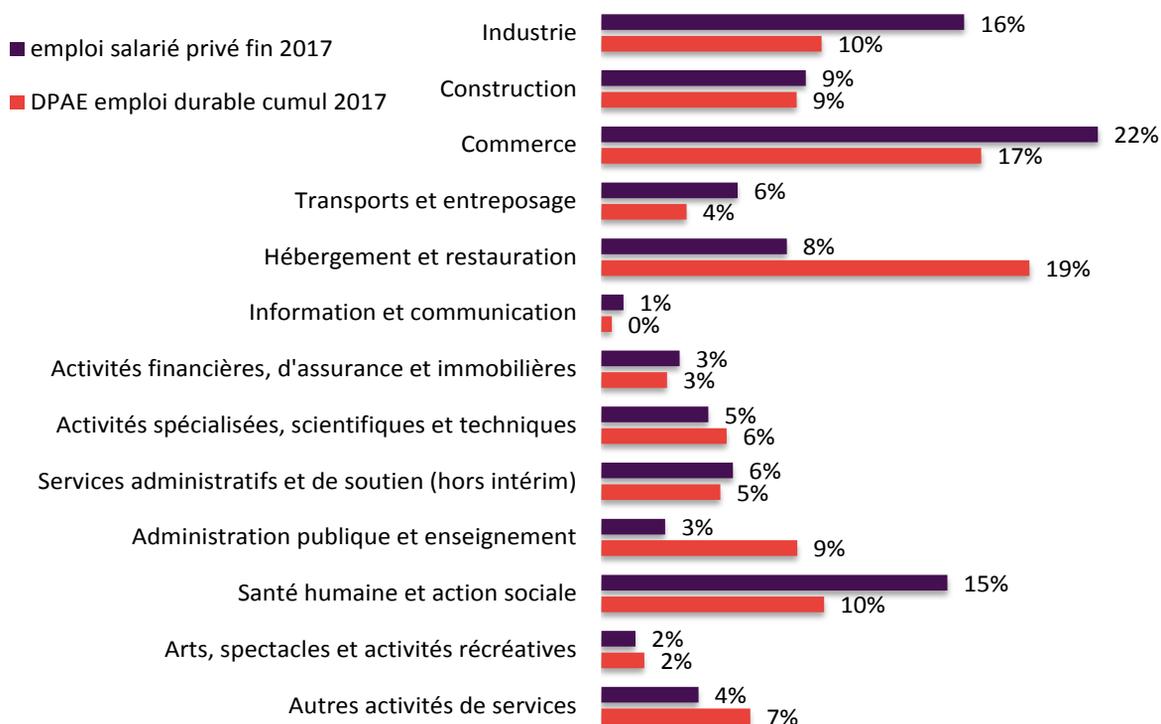
Par ailleurs, l'ACOSS fournit une statistique de l'emploi salarié privé à un niveau plus fin, par secteur d'activité, par an (fin 2017) et par commune. Les missions intérimaires représentent plus de trois DPAE sur cinq (68%) en 2018, cependant le secteur utilisateur est inconnu. De plus, pour qu'une DPAE ait un effet sur l'emploi, il est intéressant de distinguer celles dont l'emploi est durable, i.e. d'une durée de plus de six mois (7% de l'ensemble). Ces deux grandeurs permettent d'identifier les secteurs porteurs. L'emploi salarié privé indique dans quels secteurs les travailleurs occupent un emploi à la fin de l'année, tandis que les DPAE mettent en lumière les secteurs qui ont recruté un emploi durable au cours de l'année.

Les secteurs qui ont employé davantage de salariés à fin 2017 par rapport à fin 2016 sont la santé humaine et action sociale (+5.7%) et le commerce (+1.3%). En revanche, les services administratifs et de soutien hors intérim ont vu leurs effectifs diminuer (-8.5%).

Le nombre de DPAE d'emploi durable a augmenté entre 2016 et 2017, de l'ordre de +14%, et se chiffre à 9 500 pour l'année 2017. Le secteur de l'hébergement & restauration et du commerce sont les secteurs qui ont plus embauché au cours de l'année [cf. Graphique 7].

Graphique 7

Répartition des DPAE emploi durable et des effectifs salariés privés hors intérim par secteur d'activité (période d'observation année 2017)



Source: ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)

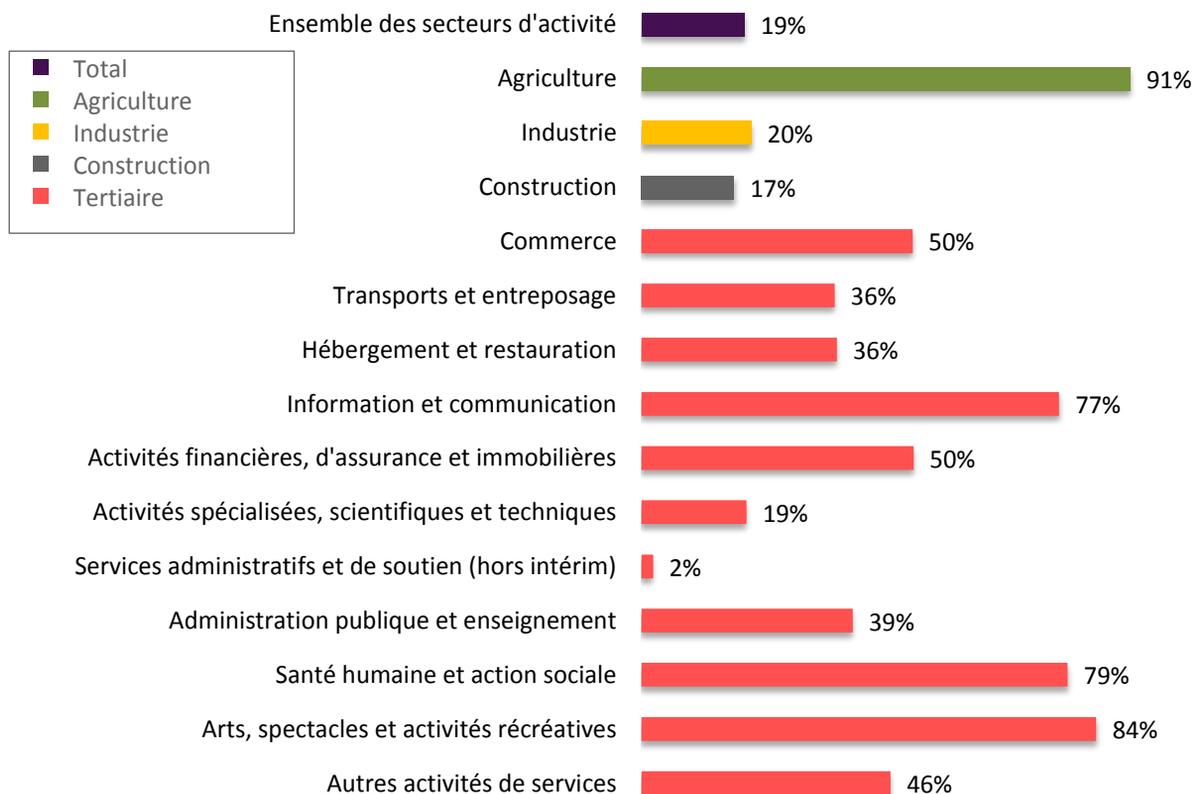


La durée des embauches

Deux DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, et le spectacle. À noter que les services administratifs et de soutien, les industries et les entreprises de la construction embauchent majoritairement en contrat supérieur à un mois.

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2017 – juin 2018)



Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2018

Le département des Alpes-de-Haute-Provence compte 32% d'établissements recruteurs, qui déclarent 10 130 intentions d'embauche en 2018. Il fait partie des départements les plus impactés par la saisonnalité de projets de recrutement (57%). Les établissements de services sont les premiers contributeurs du département avec 59% des projets de 2018. L'agriculture et l'industrie agroalimentaire regroupent 20% des recrutements potentiels, le commerce 12%, la construction 5% et l'industrie 4%. Les projets saisonniers sont au nombre de 5 730. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié à l'agriculture et au tourisme au sein de ce territoire.

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête BMO 2018 en région Provence Alpes Côte d'Azur \(24 documents\)](#)
- [Requêteur de données enquête BMO 2018 \(pole-emploi.org\)](#)



Les difficultés de recrutement et les métiers en tension dans les Alpes-de-Haute-Provence

Parmi les projets de recrutement déclarés par les employeurs dans l'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO) pour l'année 2018, 44% sont jugés difficiles par les employeurs [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Top 10 des métiers difficiles à recruter dans les intentions d'embauche

Métier FAP	Part de difficulté
1 Infirmiers, cadres infirmiers et puéricultrices	93%
2 Maçons, plâtriers, carreleurs... (ouvriers qualifiés)	83%
3 Aides-soignants (médico-psycho., auxil. puériculture, assistants médicaux...)	77%
4 Aides à domicile et aides ménagères	74%
5 Conducteurs d'engins du BTP et d'engins de levage	72%
6 Conducteurs routiers et grands routiers	72%
7 Employés de l'hôtellerie	68%
8 Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine	66%
9 Serveurs de cafés, de restaurants (y.c. commis)	65%
10 Mécaniciens et électroniciens de véhicules	63%
Ensemble du territoire	44%
Ensemble de la France métropolitaine	44%

Source: Besoins en main d'œuvre 2018

Pour le calcul des métiers en tension [cf. Tableau 8], afin d'exclure la saisonnalité et la précarité prégnantes dans certains métiers, la méthodologie a été enrichie de deux critères :

- La part de saisonnalité dans les intentions d'embauche BMO doit être inférieure à la moyenne régionale,
- La part des emplois durables dans les offres d'emploi diffusées doit être supérieure à la moyenne régionale.

Tableau 8

Top 10 des métiers en tension conjoncturelle dans les offres d'emploi

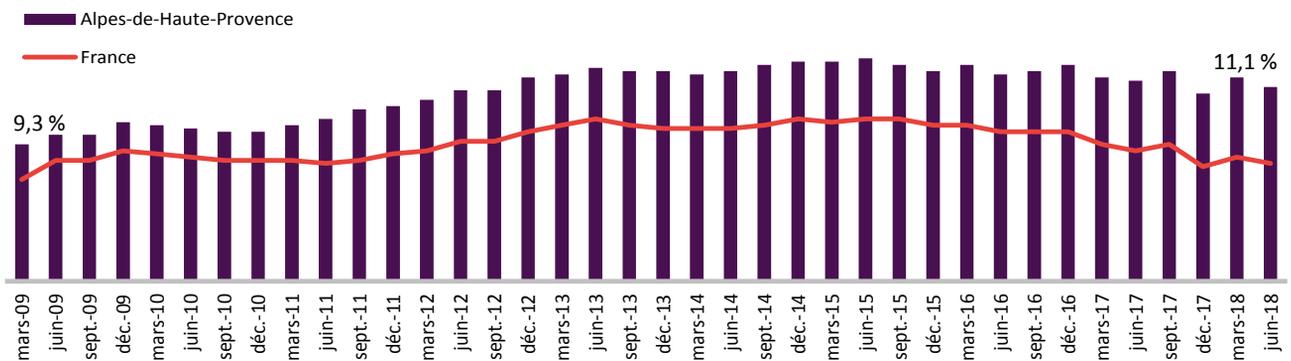
Métier ROME	Nombre d'offres d'emploi	Part des contrats durables
1 D1407 Relation technico-commerciale	319	98%
2 J1501 Soins d'hygiène, de confort du patient	288	62%
3 D1402 Relation commerciale grands comptes et entreprises	222	96%
4 C1504 Transaction immobilière	214	98%
5 I1604 Mécanique automobile	180	79%
6 J1102 Médecine généraliste et spécialisée	124	84%
7 M1805 Études et développement informatique	112	98%
8 D1403 Relation commerciale auprès de particuliers	95	94%
9 I1304 Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploit.	84	67%
10 D1102 Boulangerie - viennoiserie	82	68%
Ensemble du territoire	11 041	55%
Ensemble de la France entière	7 176 801	60%

Source: Voir page avertissements et définitions

Un marché du travail moins fortement dégradé

Le département des Alpes-de-Haute-Provence détient la 11^{ème} position des taux de chômage les plus élevés de la France Métropolitaine. Le taux de chômage départemental s'établit au 2^{ème} trimestre 2018 à 11,1%, un taux toujours supérieur à celui du national (8,7%). L'écart avec le niveau national n'a cessé de se creuser depuis mars 2011 (1,8 point en moyenne) [cf. Graphique 9].

Graphique 9
Taux de chômage localisé

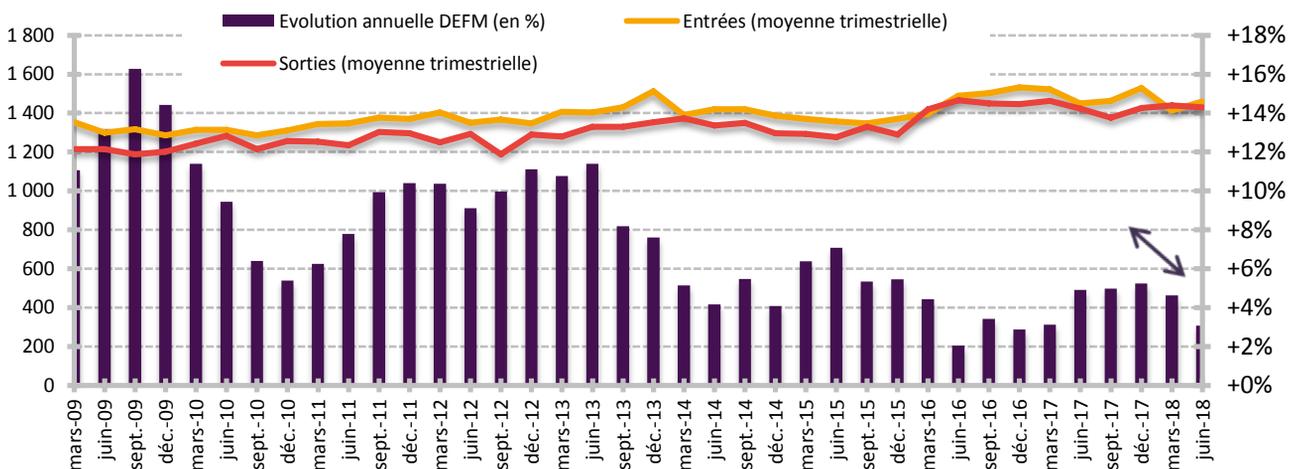


Source: INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi ne diminue pas, il progresse moins fortement, depuis fin 2017 [cf. Graphique 10]. Ainsi, la hausse pour les catégories ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) est de +3.1% dans le département entre juin 2017 et juin 2018 (+1.0% FM).

L'écart entre les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi s'est réduit et les entrées, sorties se sont compensées sur le 1^{er} semestre 2018. À fin juin 2018, 500 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés dans les Alpes-de-Haute-Provence par rapport à juin 2017, au sein des catégories ABC, atteignant les 16 600.

Graphique 10
Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC, cumul des entrées et des sorties



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



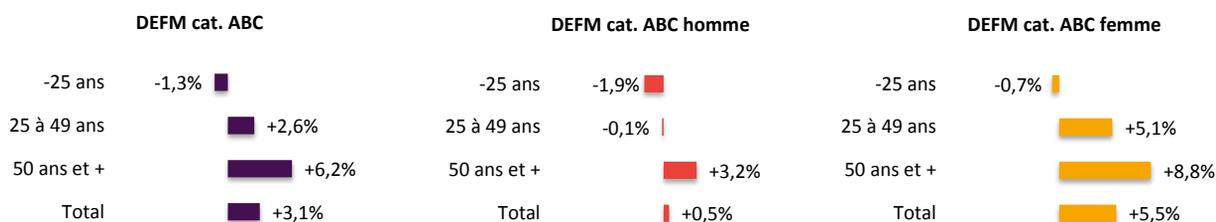
La demande d'emploi des hommes jeunes en baisse

Depuis ces dernières années, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans a connu des variations modérées, mais la tendance est à la baisse depuis septembre 2015. À fin juin 2018, leur nombre diminue sur un an (-1.3%), bénéficiant particulièrement aux hommes jeunes. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, inscrits sur les listes de Pôle emploi dans les Alpes-de-Haute-Provence en catégories ABC, à 2 000. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (13% FM).

Concernant les seniors, depuis le début de l'année en cours, leur nombre a augmenté de plus de +7% par an en moyenne. Leur progression est toujours linéaire. Leur poids dans la demande d'emploi cat. ABC s'établit au 2^{ème} trimestre 2018 à 29% (25% FM). 4 800 personnes âgées de 50 ans et plus sont recensées dans la DEFM cat. ABC, soit 300 de plus en un an [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2018 - juin 2017) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

Selon les chiffres de la demande d'emploi de longue durée, l'enlisement au chômage perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en six ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 4 300 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^{ème} trimestre 2018, soit 26% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^{ème} trimestre 2018 se maintenait dans les Alpes-de-Haute-Provence, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 14 mois consécutifs à Pôle emploi (419 jours). Sur un an, cet indicateur s'améliore de 6 jours.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A, 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 5 400 pour la direction territoriale 04-05, à fin juin 2018, en hausse de +0.3% sur un an.

7 900 DELD
(≥ 1 an)
+ 9.5% sur un an

4 300 DETLD
(≥ 2 ans)
+ 9.4% sur un an

5 400 DE en ICT3
+ 0.3% sur un an

ICDC 419 jours
- 6 jours sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage \(ICDC\) de Pôle emploi](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

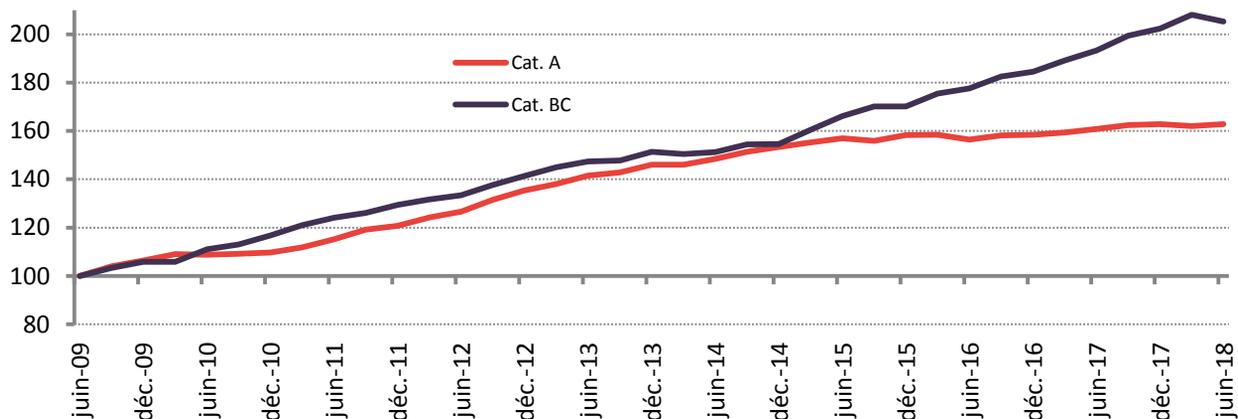


Les mutations du marché du travail

À partir de fin 2014, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) augmente tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilise. En effet, le nombre de DEFM catégories B et C a doublé en huit ans. Ce qui montre une forme de précarisation du marché du travail, illustrée par une activité réduite subie [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2018 - juin 2009) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Sur le passé récent, l'analyse de la bascule de catégorie entre décembre 2017 et juin 2018 confirme cette mutation : d'une part, parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont aucune activité), 18% sont en activité réduite et 25% sont sortis de la liste à fin juin 2018. D'autre part, parmi les inscrits en catégories B et C (ceux qui travaillent), 53% exercent toujours une activité et 21% sont sortis de la liste des demandeurs d'emploi à fin juin 2018.

Le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées par les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 9].

Tableau 9

Profil des demandeurs en reprise d'emploi au sens de l'ICT 1

Alpes-de-Haute-Provence	ICT1	Poids
Reprise d'emploi déclarée	222	6%
Passage en C	806	23%
AFPR / POE	52	2%
DPAE durable	994	29%
DPAE non durable	1 397	40%
Total	3 470	100%

EN SAVOIR PLUS

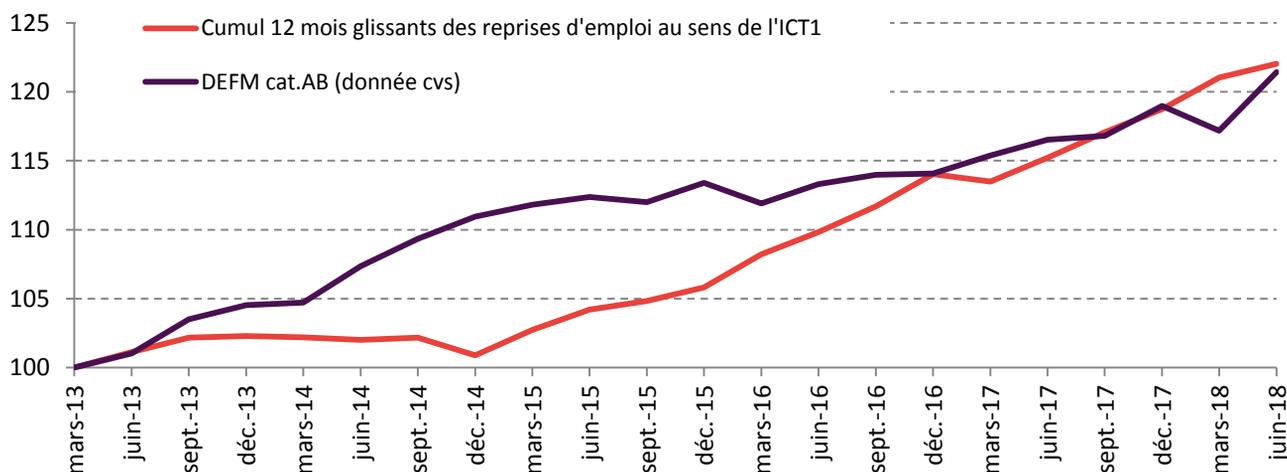
- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur \(Pôle emploi\)](#)



Depuis fin 2016, la demande d'emploi cat. AB évolue de la même manière que le nombre de reprises d'emploi estimé [cf. Graphique 13].

Graphique 13

Évolution du cumul 12 mois glissants des reprises d'emploi et du nombre de DEFM Cat. AB (indice base 100)



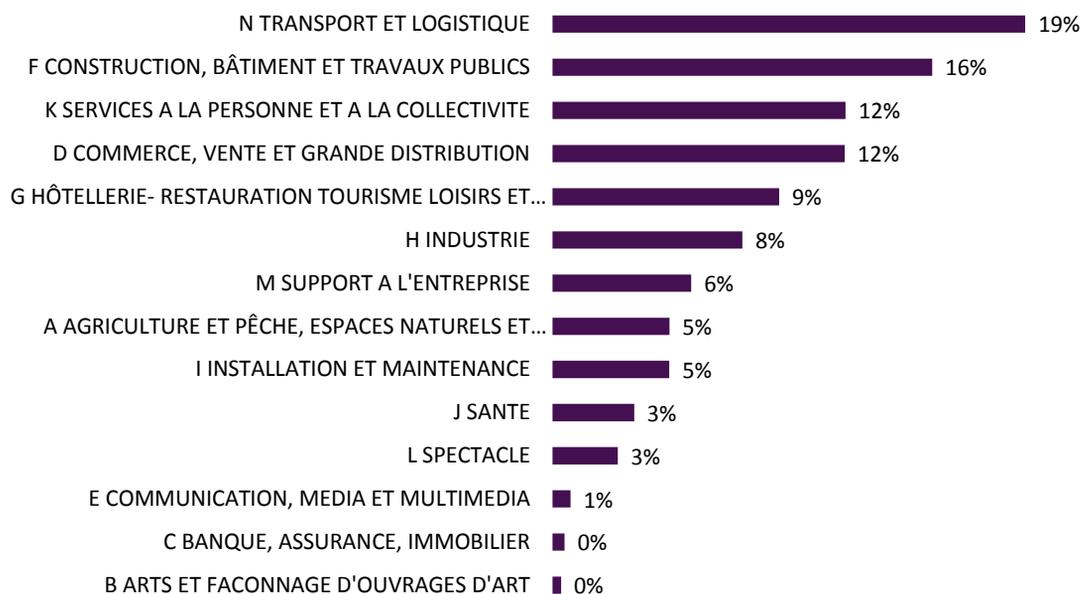
L'indicateur « ICT4 » de la convention tripartite de Pôle emploi évalue l'effet de la formation sur la reprise d'emploi des personnes inscrites à Pôle emploi. 60% des demandeurs d'emploi sortis de formation en 2018 ont repris un emploi d'une durée supérieure à un mois, six mois après la fin de la formation tandis que 27% ont repris un emploi durable, dans les départements alpins (Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes).

L'employabilité des demandeurs d'emploi selon le domaine recherché

Parmi les embauches de demandeurs d'emploi au cours du 1^{er} semestre 2018, 19% concernaient des demandeurs d'emploi qui recherchaient un poste dans le transport et la logistique. À noter que le métier exercé est inconnu de nos services [cf. Graphique 14].

Graphique 14

Répartition des DPAAE au bénéfice de demandeurs d'emploi, selon leur domaine recherché au 1^{er} semestre 2018



Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la DPAE et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi, inscrits à fin décembre 2017, ont repris une activité au cours du 1^{er} semestre 2018. 90% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour les autres, ils se dirigent vers la métropole parisienne.

Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi dans les Alpes-de-Haute-Provence [cf. **Tableau 10**].

Tableau 10

Département de travail (localisation de la DPAE 2018) des DEFM inscrits dans le département des Alpes-de-Haute-Provence à fin décembre 2017



Département de travail (>1%)	
Alpes-de-Haute-Provence	69%
Bouches-du-Rhône	8%
Hautes-Alpes	5%
Vaucluse	3%
Var	3%
Alpes-Maritimes	2%
Paris	2%

Aide à la lecture :
2% des demandeurs d'emploi résidant dans les Alpes-de-Haute-Provence à fin décembre 2017 ont trouvé un emploi à Paris au cours du 1^{er} semestre 2018.

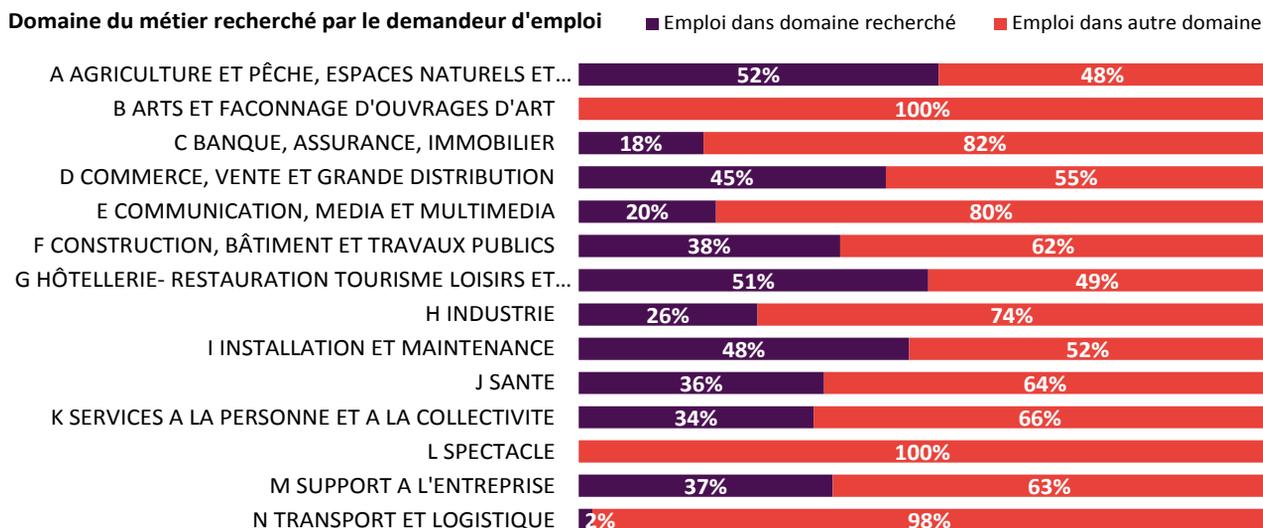
Source: Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les mobilités professionnelles des demandeurs d'emploi

L'observation du métier, par le biais du placement en emploi d'un demandeur d'emploi et de l'offre d'emploi enregistrée à Pôle emploi, indique s'il exerce dans le domaine où il recherchait un emploi. Par exemple, les demandeurs d'emploi qui recherchent un poste dans l'hôtellerie restauration ont été placés en emploi dans ce domaine, dans 51% des cas [cf. **Graphique 15**].

Graphique 15

Comparaison du métier recherché avec le métier retrouvé par les DEFM inscrits dans les Alpes-de-Haute-Provence à fin décembre 2017



Source: Pôle emploi, SISF, STMT

En résumé...

Depuis 2006, sa population, tout en restant relativement âgée, augmente sous le seul effet des migrations résidentielles. En l'absence de pôle universitaire, les départs d'étudiants sont nombreux. Le taux de variation annuel de la population de +0.3%. Ce département est bien équipé en biens et services et du fait de sa spécificité touristique, il est particulièrement doté en commerces et services aux particuliers.

L'économie des Alpes-de-Haute-Provence tournée vers les activités présentielle (82%), oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants et les touristes du département et les biens et services qu'ils consomment. C'est ainsi que les secteurs du commerce et de l'hôtellerie restauration sont créateurs d'emploi. Par ailleurs, la réponse de Pôle emploi aux besoins des emplois saisonniers, particulièrement prégnants sur le département doit être coordonnée, compte tenu des intentions d'embauches de ce type (57% contre 35% FM), exprimés par les employeurs lors de l'enquête Besoins de Main d'œuvre 2018 et notamment pour les employés de l'hôtellerie (87%).

Le nombre d'emplois que le département offre est cependant insuffisant par rapport à sa population active. Son chômage, en forte progression, dépasse depuis 1997 la moyenne nationale pour s'établir à 11.1% au deuxième trimestre 2018. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi ; dans les Alpes-de-Haute-Provence, 50% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressource peut aller jusqu'à la pauvreté, 17% des habitants du département, soit une personne sur six, vivent sous le seuil de pauvreté, 27 200 personnes vivent avec moins de 990 euros par mois en 2015. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi toutes catégories, est de 16% (16% FM) et 51% des demandeurs d'emploi sont indemnisés par l'assurance chômage. La demande d'emploi continue de progresser, même si cette progression s'est ralentie depuis le troisième trimestre 2013.

La mobilité géographique des demandeurs d'emploi reste particulièrement faible dans ce département, 69% de ceux qui travaillent, le font dans leur département d'inscription à Pôle emploi. Ceci étant, les Alpes-de-Haute-Provence est le département le plus mobile de la région. La mobilité est un frein périphérique fréquemment rencontré par le réseau des agences pôle emploi comme problématique de retour à l'emploi au sein même de la région plus largement. Concernant la mobilité professionnelle, elle est pratiquée en très grande majorité dans tous les domaines, exceptés, l'hôtellerie restauration, et l'agriculture. La majorité des reprises d'emploi se font dans un domaine différent de celui recherché. Parmi les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, les trois premiers appartiennent aux domaines du support à l'entreprise et des services à la personne et à la collectivité. À noter que les demandeurs d'emploi de ce domaine sont placés en emploi, respectivement dans 37% et 34% des cas, sur ce même domaine. En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi.

Avertissements et définitions

Emploi salarié INSEE/ACOSS/DARES

Jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand (hors agriculture et activité des particuliers employeurs en France métropolitaine). À partir de la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Métiers en tension au sens Pôle emploi / DARES

Un métier en tension est un déséquilibre constaté entre offres et demandes d'emploi à travers les données collectées par Pôle emploi à différents niveaux géographiques (national, régional, infra régional). Cette première liste est établie en utilisant deux indicateurs (définis par métier) :

- $T = \frac{3}{4} [OEE / DEE] + \frac{1}{4} [OEE/DEFM]$
- $D = \text{Projets difficiles} / \text{Projets de recrutement}$

Le premier indicateur est une variante de l'indicateur de tensions Pôle emploi / DARES : au ratio des offres déposées (OEE) sur les demandeurs d'emploi entrés (DEE) (indicateur de tension traditionnel, qui a une pondération de $\frac{3}{4}$) est ajouté, avec une pondération de $\frac{1}{4}$, le ratio des offres déposées sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM). Le deuxième indicateur, sur les difficultés de recrutement, est issu de l'enquête BMO.

Un métier est considéré en « tension » si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- $T > 0,3$;
- $D > 20\%$;
- $T > 0,75$ ou $D > 60\%$
- $OEE > \text{seuil}$

Statistique trimestrielle du Marché du Travail (STMT)

Depuis 2018, la publication commune DARES-Pôle emploi est **trimestrielle**. Elle présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre corrigé des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielle de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter.

Méthodologie

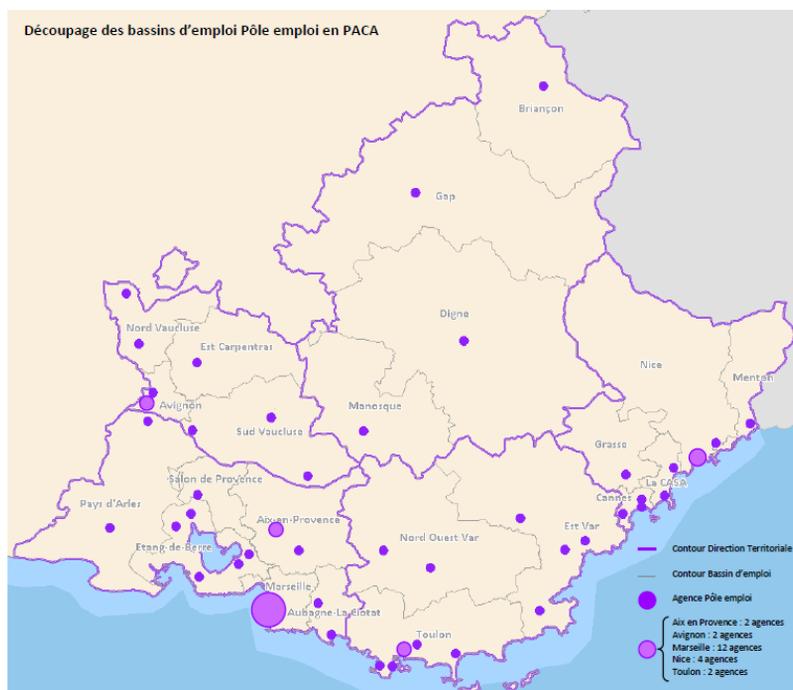
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence Alpes Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix en Provence, Aubagne-La Ciotat, Etang de Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation : Caroline KOHSER
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte-D'Azur
34 rue Alfred Curtel
13010 Marseille

www.pole-emploi.org



Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

